

**Arrêté n° PCICP2024359-0001**

Arrêté préfectoral complémentaire portant augmentation du gabarit des aérogénérateurs du parc éolien exploité par la société CHAPELLE D'ÉOLE sur le territoire de la commune de CHAPELLE-VALLON

---

Le préfet de l'Aube  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le code de l'environnement et notamment le livre V, parties législative et réglementaire ;
- VU** le décret du 26 janvier 2023 nommant M. Mathieu ORSI secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;
- VU** le décret du 23 octobre 2024 nommant M. Pascal COURTADE préfet de l'Aube ;
- VU** l'arrêté du 25 juillet 1990 relatif aux installations dont l'établissement à l'extérieur des zones grevées de servitudes aéronautiques de dégagement est soumis à autorisation ;
- VU** l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées ;
- VU** l'arrêté du 23 avril 2018 modifié relatif à la réalisation du balisage des obstacles à la navigation aérienne ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° PCICP2024316-0001 du 11 novembre 2024 portant délégation de signature à M. Mathieu ORSI secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;
- VU** le courrier préfectoral du 27 août 2012 actant le bénéfice de l'antériorité pour le parc éolien exploité par la société CHAPELLE D'ÉOLE sur le territoire de la commune de CHAPELLE-VALLON ;
- VU** le porter à connaissance du 21 décembre 2023 modifié le 6 août 2024, de la société CHAPELLE D'ÉOLE portant sur l'augmentation du gabarit de ses machines ;
- VU** l'avis de la Direction de la Circulation Aérienne Militaire de la Direction de la Sécurité Aéronautique d'État ;
- VU** l'avis de la Direction Générale de l'Aviation Civile ;
- VU** le rapport et les propositions du 27 novembre 2024 de l'inspection des installations classées ;

**VU** le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur le 4 décembre 2024 ;

**VU** les remarques formulées par l'exploitant sur le projet d'arrêté, par courriel du 5 décembre 2024 ;

**CONSIDÉRANT** que la société CHAPELLE D'ÉOLE est autorisée à exploiter un parc éolien composé de 6 aérogénérateurs et d'un poste de livraison sur le territoire de la commune de CHAPELLE-VALLON par antériorité actée par le courrier préfectoral du 27 août 2012 ;

**CONSIDÉRANT** qu'en application de l'article R. 181-46 du code de l'environnement, toute modification apportée par l'exploitant à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation ;

**CONSIDÉRANT** que la société CHAPELLE D'ÉOLE souhaite, par son dossier de porter à connaissance du 21 décembre 2023 susvisé, augmenter le gabarit des aérogénérateurs de son parc éolien ;

**CONSIDÉRANT** que les éléments du dossier de porter à connaissance de la société CHAPELLE D'ÉOLE permettent de conclure au caractère non substantiel des modifications sollicitées au sens de l'article L. 181-14 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que suite à l'avis de la Direction de la Circulation Aérienne Militaire de la Direction de la Sécurité Aéronautique d'État du 23 mai 2024 demandant de limiter la hauteur des machines E11 et E12 à 156 mNGF, l'exploitant a modifié son dossier afin de respecter cette contrainte ;

**CONSIDÉRANT** l'avis favorable de la Direction Générale de l'Aviation Civile du 25 septembre 2023 ;

**CONSIDÉRANT** que le rapport de la société Qinetiq analysant les impacts du projet sur le radar météorologique d'ARCIS-SUR-AUBE indique que le critère d'occultation défini à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 susmentionné est respecté avec le retrait de l'éolienne E10 du projet ;

**CONSIDÉRANT** que les impacts du projet sur la biodiversité nécessitent des mesures spécifiques avec notamment la prescription d'un bridage visant à prévenir la mortalité des espèces de chiroptères ;

**CONSIDÉRANT** que les dispositions légales sont réunies ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aube,

## **ARRÊTE**

---

### **Titre I – Dispositions générales**

---

#### **Article 1 : Bénéficiaire de l'autorisation environnementale**

La société CHAPELLE D'ÉOLE, dont le siège social est situé 4, rue Euler à PARIS (75 008), est autorisée à augmenter le gabarit de ses installations conformément aux dispositions du présent arrêté et à poursuivre leur exploitation sous réserve du respect des prescriptions complémentaires figurant dans les articles ci-dessous.

#### **Article 2 : Liste des installations concernées par l'autorisation environnementale**

Les installations concernées ont les caractéristiques suivantes et sont situées aux emplacements suivants :

Installation	Coordonnées Lambert RGF 93		Altitude en bout de pâle (mNGF)	Commune
	x	y		
E6	778 233,91	6 814 315,44	170,85	CHAPELLE VALLON
E8	778 425,63	6 813 885,10	166,35	CHAPELLE VALLON
E9	778 219,57	6 813 443,74	150,65	CHAPELLE VALLON
E11	778 436,20	6 813 118,50	156,00	CHAPELLE VALLON
E12	778 820,74	6 813 071,17	156,00	CHAPELLE VALLON
PDL1	778 566,88	6 812 723,57	--	CHAPELLE VALLON
PDL2	778 562,92	6 812 708,27	--	CHAPELLE VALLON
PDL3	778 581,59	6 812 717,35	--	CHAPELLE VALLON

**Article 3 : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement**

Rubrique	Désignation des installations	Caractéristiques	Régime
2980-1	<p>Installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant un ou plusieurs aérogénérateurs</p> <p>1. Comprenant au moins un aérogénérateur dont la hauteur du mât et de la nacelle au-dessus du sol est supérieure ou égale à 50 mètres.</p>	<p>Nombre d'aérogénérateurs : <b>5</b></p> <p>Diamètre maximal du rotor : <b>117 m</b></p> <p>Hauteur de mât maximale (incluant talus pour fondation) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>E6 et E8 : 106m</b></li> <li>• <b>E9, E11 et E12 : 91m</b></li> </ul> <p>Hauteur de talus supplémentaire maximale : <b>1,15m</b></p> <p>Hauteur de réhausse supplémentaire maximale, hors talus :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>E6, E11 et E12 : 4,50m</b></li> <li>• <b>E8 : 0,70m</b></li> <li>• <b>E10 : 1,75m</b></li> </ul> <p>Puissance unitaire maximale installée : <b>3,78 MW</b></p>	A <sup>1</sup>

(1) – Autorisation

L'exploitant informera l'inspection des installations classées des dates prévisionnelles de début et d'achèvement des travaux de modification des installations autorisées par le présent arrêté.

**Article 4 : Montant des garanties financières fixé par l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié**

Les garanties financières définies dans le présent arrêté concernent les installations mentionnées en son article 2.

Le montant des garanties financières est déterminé, conformément à l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées, comme suit :

« I – Le montant initial de la garantie financière d'une installation correspond à la somme du coût unitaire forfaitaire (Cu) de chaque aérogénérateur composant cette installation :

$$M = \sum (Cu)$$

où :

- M est le montant initial de la garantie financière d'une installation ;
- Cu est le coût unitaire forfaitaire d'un aérogénérateur, calculé selon les dispositions du II de l'annexe I du présent arrêté. Il correspond aux opérations de démantèlement et de remise en état d'un site après exploitation prévues à l'article R.515-106 du code de l'environnement.

II – Le coût unitaire forfaitaire d'un aérogénérateur (Cu) est fixé par les formules suivantes :

- a) lorsque la puissance unitaire installée de l'aérogénérateur est inférieure ou égale à 2 MW :  $Cu = 75\,000$
- b) lorsque sa puissance unitaire installée de l'aérogénérateur est supérieure à 2 MW :  $Cu = 75\,000 + 25\,000 * (P-2)$

où :

- Cu est le montant initial de la garantie financière d'un aérogénérateur ;
- P est la puissance unitaire installée de l'aérogénérateur, en mégawatt (MW).

III – En cas de renouvellement de toute ou partie de l'installation, le montant initial de la garantie financière d'une installation est réactualisé par un nouveau calcul en fonction de la puissance des nouveaux aérogénérateurs. La réactualisation fait l'objet d'un arrêté préfectoral pris dans les formes de l'article L. 181-14 du code de l'environnement. »

Pour le présent cas, le montant des garanties financières s'élève à : **597 500€**

Le montant des garanties financières est réactualisé par un nouveau calcul lors de la première constitution avant la mise en service de l'installation, puis tous les 5 ans. Le renouvellement intervient au moins 3 mois avant la date d'échéance du document, et est conforme aux modalités de calcul ci-après :

$$M_n = M * \left( \frac{Index_n}{Index_0} * \frac{1+TVA}{1+TVA_0} \right)$$

$M_n$  est le montant exigible à l'année n.

M est le montant initial de la garantie financière de l'installation.

$Index_n$  est l'indice TP01 en vigueur à la date d'actualisation du montant de la garantie.

$Index_0$  est l'indice TP01 en vigueur au 1er janvier 2011, fixé à 102,1807 convertis avec la base 2010, en vigueur depuis octobre 2014.

TVA est le taux de la taxe sur la valeur ajoutée applicable aux travaux de construction à la date d'actualisation de la garantie.

$TVA_0$  est le taux de la taxe sur la valeur ajoutée au 1er janvier 2011, soit 19,60 % en France métropolitaine en 2021.

---

## Titre II – Préservation des enjeux environnementaux locaux

---

### Article 5 : Mesures spécifiques liées à la phase de travaux

La réalisation du chantier a lieu de jour, sauf en cas de circonstances exceptionnelles liées à des motifs de santé, de sécurité et/ou d'intégrité structurelle des ouvrages. L'exploitant est en mesure de justifier chaque phase de travaux nocturnes.

Aussi souvent que nécessaire, l'exploitant effectue le nettoyage des voiries souillées par le passage des convois et des engins de chantier.

Afin d'éviter l'envol de poussières, les pistes doivent être arrosées autant que nécessaire.

Le chantier est balisé et son accès est limité. Une signalisation du passage d'engins est mise en place.



Les déchets produits lors de la phase d'implantation des éoliennes font l'objet d'un tri sélectif. Ils sont ensuite éliminés par les filières adaptées.

La destination et le mode de traitement des déchets doivent être connus. L'exploitant doit pouvoir justifier de son respect de l'article L. 541-1 du code de l'environnement et notamment des alinéas concernant le principe de proximité et celui concernant la hiérarchie des modes de traitements.

Les produits chimiques issus de l'utilisation d'installations sanitaires mobiles sont vidangés autant que nécessaire. Les eaux usées sont collectées et évacuées pour traitement.

#### Mesures spécifiques pour la préservation de la biodiversité durant la phase de travaux ;

L'exploitant prend les dispositions nécessaires afin :

- d'éviter tout débordement des engins de chantier hors des zones de travaux ;
- de réduire au maximum les emprises des aires de montage et des chemins d'accès pour éviter la dégradation de la végétation voisine.

Afin de respecter la période de reproduction et de nidification de l'avifaune, le démarrage des travaux de terrassement (raccordement jusqu'au poste de livraison compris) est réalisé du 1<sup>er</sup> septembre au 28 février. Par exception, un démarrage de chantier est possible en dehors de cette période après avis conforme d'un écologue sur la base d'un inventaire in situ des nichées, d'un signalement visuel de ces nichées et d'un évitement des zones de nichées qui seront préservées de tous travaux ou circulations sur un périmètre défini expressément par l'écologue afin d'éviter tout dérangement des espèces protégées présentes. Si, entre le 1<sup>er</sup> mars et le 31 août, les travaux sont interrompus sur une période supérieure à une semaine, l'exploitant effectue un repérage des lieux de nidification des oiseaux par un expert écologue afin d'éviter leur destruction et proposer à l'inspection de l'environnement les mesures qu'il envisage de mettre en place avant de redémarrer les travaux.

Ces mesures sont tracées dans un rapport tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### **Article 6 : Mesure spécifiques aux chiroptères**

Les allumages automatiques en pied d'éolienne sont proscrits la nuit.

Les éventuelles cavités au niveau des nacelles sont fermées pour éviter toute entrée de chiroptères.

Afin de réduire les éventuels impacts sur les chiroptères, l'exploitant procédera à l'arrêt de l'ensemble des machines lorsque les conditions suivantes seront simultanément réunies :

- Du 1<sup>er</sup> avril au 31 octobre ;
- De 1 heure avant le coucher du soleil à 1 heure après le lever du soleil ;
- Lorsque la vitesse du vent est inférieure à 6 m/s (vitesse à hauteur de moyeu) ;
- Lorsque la température extérieure est supérieure à 10 °C ;
- En l'absence de précipitations.

Un suivi de la mortalité doit être réalisé dès la mise en place des paramètres de bridage pour contrôler l'efficacité de la mesure.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les enregistrements permettant de justifier l'arrêt des éoliennes.

### **Article 7 : Mesures spécifiques à l'avifaune**

L'exploitant assure l'absence d'attractivité, de colonisation des sols par les micromammifères et de développement de végétation via le maintien d'un empierrement par un matériau de surface de faible granulométrie et un compactage suffisant dans un rayon de 5 m autour de chaque mât.

Le compactage et l'apport de matériaux de faible granulométrie sont ensuite renouvelés autant que nécessaire.

L'utilisation de produits chimiques en vue du contrôle des micromammifères et d'herbicide pour aboutir à un sol minéral nu sur le site n'est pas autorisée.

### **Article 8 : Mesures de suivi de l'avifaune et des chiroptères**

Le suivi environnemental prévu par l'article 12 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié est mis en place conformément au protocole de suivi environnemental des parcs éoliens approuvé par le ministère en charge de l'écologie, dès la première année de mise en service du parc.

L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents.

Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.

Les protocoles de mise en œuvre de ces mesures de suivi doivent être conformes au protocole reconnu par le ministre chargé des installations classées.

Le bilan de ces mesures de suivi est transmis à l'inspection des installations classées, dans leur version française, au plus tard 6 mois après la dernière campagne de prospection sur le terrain réalisée dans le cadre de leur mise en place.

Ce bilan comprend notamment une analyse des impacts sur les espèces sensibles à la collision, au barotraumatisme ou à la perte d'habitat et proposer des mesures de réduction supplémentaires dans le cas où des impacts notables seraient attribués aux machines.

### **Article 9 : Autosurveillance des niveaux sonores**

Une campagne de mesure acoustique est débutée, dans les 12 mois après la mise en service des éoliennes, pour s'assurer de la conformité des installations avec la législation et en particulier l'article 26 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011. Les résultats des mesures sont transmis au plus tard 6 mois après la dernière campagne de mesure à l'inspection des installations classées.

Si ces mesures révèlent des dépassements des valeurs limites imposées par l'arrêté ministériel susvisé, l'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires afin de garantir la conformité de ses installations.

### **Article 10 : Incidents ou accidents**

Conformément à l'article R. 512-69 du code de l'environnement, l'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident, est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

#### **Article 11 : Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection des installations classées**

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial avec ses compléments ;
- les plans tenus à jour ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté et l'arrêté du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent.

Ces documents rédigés en français peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

#### **Article 12 : Démantèlement et remise en état des sols**

Les opérations de démantèlement et de remise en états prévues à l'article R. 515-106 du code de l'environnement comprennent :

- le démantèlement des installations de production d'électricité, des postes de livraison ainsi que les câbles dans un rayon de 10 mètres autour des aérogénérateurs et des postes de livraison ;
- l'excavation de la totalité des fondations jusqu'à la base de leur semelle, à l'exception des éventuels pieux. Par dérogation, la partie inférieure des fondations peut être maintenue dans le sol sur la base d'une étude adressée au préfet démontrant que le bilan environnemental du décaissement total est défavorable, sans que la profondeur excavée ne puisse être inférieure à 2 mètres dans les terrains à usage forestier au titre du document d'urbanisme opposable et 1 m dans les autres cas. Les fondations excavées sont remplacées par des terres de caractéristiques comparables aux terres en place à proximité de l'installation ;
- la remise en état du site avec le décaissement des aires de grutage et des chemins d'accès sur une profondeur de 40 centimètres et le remplacement par des terres de caractéristiques comparables aux terres à proximité de l'installation, sauf si le propriétaire du terrain sur lequel est sise l'installation souhaite leur maintien en l'état.

---

### **Titre III – Dispositions particulières relatives aux liaisons électriques internes de l'installation**

---

#### **Article 13 : Liaisons électriques internes**

L'ensemble du réseau électrique lié au parc est enterré.

Les liaisons électriques internes de l'installation sont établies conformément au dossier de porter-à-connaissance du 21 décembre 2023 et modifié le 6 août 2024 susvisé.

La commune concernée par ce réseau est CHAPELLE-VALLON (10700).

---

**Titre IV – Dispositions particulières relatives à la navigation aérienne militaire au titre des articles L. 5111-6, L. 5112-2, L. 5114-2 et L. 5113-1 du code de la défense et à la navigation aérienne civile au titre de l'article L. 6352-1 du code des transports**

---

**Article 14 : Balisage**

Le balisage de l'installation est conforme aux dispositions prises en application des articles L. 6351-6 et L. 6352-1 du code des transports et des articles R. 243-1 et R. 244-1 du code de l'aviation civile.

Les éoliennes devront être équipées d'un balisage diurne et nocturne réglementaire, en application de l'arrêté de référence en vigueur.

**Article 15 : Information aux services de navigation aérienne**

Le guichet DGAC devra être informé de la date du levage des éoliennes dans un délai de 3 semaines avant le début des travaux pour la publication du NOTAM (par mail à : [snia-urba-lyon-bf@aviation-civile.gouv.fr](mailto:snia-urba-lyon-bf@aviation-civile.gouv.fr)).

Se soustraire à ces obligations de communication pourrait entraîner la responsabilité du demandeur en cas de collision d'un aéronef avec l'éolienne.

Le demandeur devra faire connaître à la sous-direction régionale de la circulation aérienne militaire Nord ainsi que la direction de la sécurité de l'aviation civile Nord-Est :

- les différentes étapes conduisant à la mise en service opérationnel du parc éolien (déclaration d'ouverture et de fin de chantier) ;
- pour chacune des éoliennes : les positions géographiques exactes en coordonnées WGS 84 (degrés, minutes, secondes), l'altitude NGF du point d'implantation ainsi que leur hauteur hors tout (pales comprises).

Se soustraire à ces obligations engendrerait la responsabilité du demandeur en cas de collision avec un aéronef.

---

**Titre V – Dispositions diverses**

---

**Article 16 : Droit des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**Article 17 : Notification et publicité**

Le présent arrêté est notifié au directeur de la SAS CHAPELLE D'ÉOLE.

Il est publié sur le site internet des services de l'État dans l'Aube pendant une durée minimale de quatre mois.

Il est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 181-38.

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de CHAPELLE VALLON pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait du présent arrêté énumérant les prescriptions auxquelles l'établissement est soumis, est affiché par le maire de CHAPELLE VALLON, dans sa mairie, pendant une durée minimale d'un mois. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est adressé par le maire à la préfecture de l'Aube – pôle de coordination interministérielle et de la concertation publique.



## **Article 18 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est et la maire de CHAPELLE VALLON sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à la sous-préfète de Nogent-sur-Seine, à la directrice départementale des finances publiques de l'Aube, au directeur départemental des territoires de l'Aube et au commandement de la sous-direction régionale de la circulation aérienne militaire Nord de CINQ-MARS-LA-PILE.

Troyes, le 24 DEC. 2024

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,



Mathieu ORSI

### **Délais et voies de recours :**

En application des dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement et de l'article R. 311-5 du code de justice administrative, la présente décision peut être déférée devant la cour administrative d'appel de Nancy par voie postale à l'adresse suivante : 6 rue de Haut Bourgeois, 54000 NANCY ou par voie dématérialisée, par le biais de l'application télérecours ([www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) :

1° par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de la présente décision.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

### **Obligation de notification des recours :**

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux, conformément aux dispositions de l'article R. 181-51 du code de l'environnement.